

Évolutions bancaires et monétaires en Polynésie française au 30 juin 2016

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Dans son édition d'avril 2016 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde, le FMI indiquait que « Les risques qui pèsent sur la stabilité financière mondiale se sont intensifiés depuis l'édition d'octobre 2015 [de ce rapport] ». Les prévisions du FMI pour la croissance mondiale ont été revues à la baisse en juillet 2016 (-0,1 point de pourcentage) à 3,1 % pour 2016 et 3,4 % pour 2017, par rapport à une croissance de 3,1 % pour 2015, suite au vote intervenu au Royaume-Uni le 23 juin 2016 concernant la sortie du pays de l'Union Européenne, avec des perspectives plus défavorables pour les pays avancés et inchangées pour les autres zones.

Pour la zone euro, le taux de croissance en glissement annuel s'établit à 1,6 %¹ au deuxième trimestre 2016, avec une croissance trimestrielle du PIB en volume de 0,3 %¹ pour le deuxième trimestre 2016 et de 0,5 %¹ pour le premier trimestre 2016. La BCE prévoit une croissance du PIB en volume de 1,7 % en 2016 et 1,6 % en 2017 et 2018. En août 2016, la progression annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) était de 0,2 %¹. La BCE prévoit une variation de l'IPCH de 0,2 % pour 2016, 1,2 % pour 2017 et 1,6 % en 2018.

À l'issue de la réunion du 8 septembre 2016, le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) a laissé inchangé les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. Le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce qu'il observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif », à savoir « assurer un retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. ».

En France, le PIB est en légère baisse (0,1 %)² au deuxième trimestre 2016 après une croissance de 0,7 %² au premier trimestre 2016. Les prévisions de croissance de la Banque de France sont de +1,4 % en 2016, 1,5 % en 2017 et 1,6 % en 2018. Concernant l'inflation, l'évolution mensuelle de l'IPCH était de 0,3 % en août 2016 et en hausse de 0,4 % sur les 12 derniers mois². La Banque de France prévoit une inflation (ICPH) à 0,2 % pour 2016, 1,1 % pour 2017 et 1,4 % pour 2018.

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

Dans un contexte de raffermissement de l'activité de l'économie polynésienne, l'activité bancaire reste contrastée au premier semestre 2016. Elle est caractérisée par un recul de l'encours des crédits et une meilleure collecte des dépôts. La qualité du portefeuille des banques s'améliore légèrement, mais la sinistralité demeure à un niveau élevé. La masse monétaire affiche une nouvelle progression. En revanche, la position extérieure nette des banques locales, bien que toujours excédentaire, s'inscrit en net retrait.

Recul de l'encours des crédits

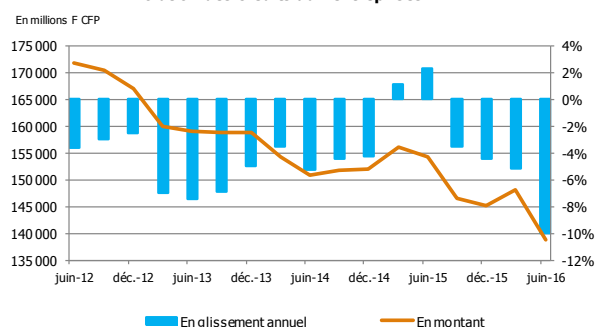
L'encours sain des crédits octroyés par les banques locales se contracte de 2,7 % en glissement annuel (après -1 % en décembre 2015). Cette évolution s'explique par la baisse notable des crédits aux entreprises (-10,0 %), non compensée par la hausse des crédits aux ménages (+0,9 %) et aux collectivités locales (+5,3 %).

Repli des crédits aux entreprises

Le retrait de 10,0 % en glissement annuel (après -4,5 % en décembre 2015) de l'encours sain des crédits aux entreprises est perceptible pour tous les crédits et plus particulièrement pour les crédits d'exploitation.

Après plusieurs années de hausse, le financement de l'investissement affiche un repli de 3,8 %, en raison du remboursement anticipé d'un important concours et de la faible production de crédit.

Évolution des crédits aux entreprises



¹ Source : Eurostat

² Source : INSEE

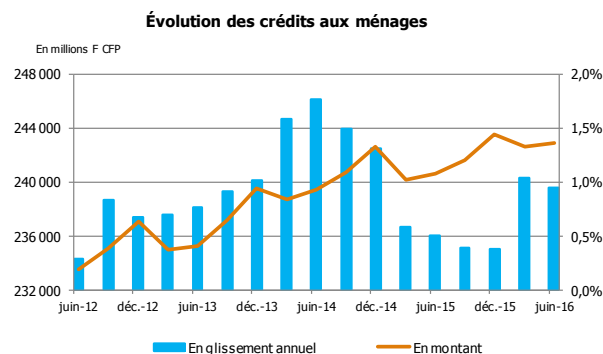
Les crédits d'exploitation affichent toujours une tendance baissière, qui s'accélère en 2016 (-15,9 % en glissement annuel, après -9,7 % en décembre 2015).

Croissance des crédits aux ménages

L'encours sain des crédits aux ménages poursuit sa croissance en juin 2016, +0,9 % en glissement annuel, après +0,4 % en décembre 2015.

Principale composante de l'endettement des ménages, les crédits immobiliers poursuivent leur évolution à la hausse (+2,7 % sur l'année, après +2,8 % en décembre 2015).

En revanche, l'encours des crédits à la consommation décline encore (-4,8 % en glissement annuel, après -7,1 % en décembre 2015), prolongeant une tendance négative de sept ans.

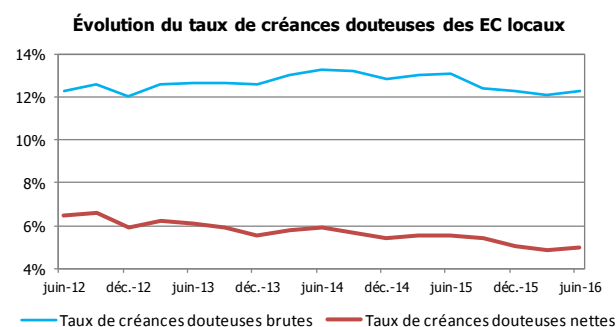


Maintien de la croissance des crédits aux collectivités locales

L'encours sain des crédits aux collectivités locales continue d'augmenter (+5,3 % sur l'année, après +2,3 % en décembre 2015), en lien notamment avec la mise en place d'un crédit pour financer le programme d'investissement du Pays. Il atteint ainsi 14,4 milliards de F CFP à fin juin 2016.

Une sinistralité en légère baisse sur l'année

La qualité du portefeuille de créances des banques de la place, qui comporte encore une part importante de risques, s'améliore légèrement en juin 2016. Cette évolution s'explique notamment par une importante cession de créances douteuses à une société de recouvrement opérée par un établissement bancaire en août 2015. L'encours des créances douteuses brutes de la place diminue ainsi de 9,7 % sur l'année (-6,1 % en décembre 2015) à 57,4 milliards de F CFP. Le taux de créances douteuses recule de 0,8 point sur l'année, pour s'établir à 12,3 %.

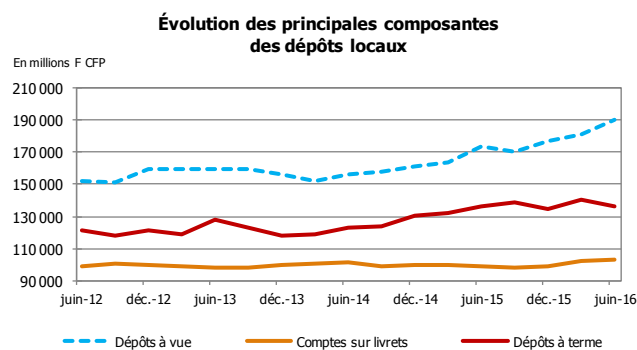


Les créances douteuses sont largement provisionnées, à hauteur de 63 % à fin juin 2016 (+1,7 point sur un an). Les créances douteuses nettes s'élèvent à 21,4 milliards de F CFP, en repli de 13,6 % en glissement annuel. Le taux de créances douteuses nettes ressort à 5 % (après 5,6 % un an auparavant).

Hausse des actifs financiers

L'encours des dépôts collectés par le système bancaire local connaît une nouvelle hausse de 5,1 % en glissement annuel (après +4,9 % en décembre 2015), pour atteindre 452 milliards de F CFP.

La collecte nette des dépôts à vue continue de progresser sensiblement (+9,1 % en glissement annuel, après +9,6 % en décembre 2015). Cette évolution favorable est perceptible pour tous les agents économiques, notamment pour les entreprises (+11,3 %, au détriment des placements indexés sur les taux de marché).



En parallèle, les dépôts à terme demeurent stables en glissement annuel (après +3,0 % en décembre 2015). Le recul des encours des entreprises (-7,7 %) est compensé en grande partie par la hausse des encours des autres agents (+19,3 %) à la faveur notamment de transferts de fonds des compagnies d'assurance.

Léger retrait des autres placements auprès du système bancaire local

Les autres placements proposés à la clientèle polynésienne par les banques locales (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations, etc.), non transformables pour leur activité de financement, affichent un repli de 4,6 % en glissement annuel (-1,2 % en décembre 2015), pour s'établir à 81,4 milliards de F CFP.

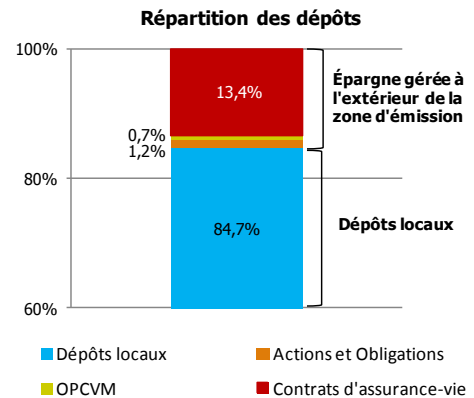
L'encours des contrats d'assurance-vie, qui constituent le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission, recule de 2,6 % à fin juin 2016. L'encours des autres produits d'épargne se contracte également, en particulier celui des obligations (-20,7 %).

Au total, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques progresse de 3,5 % en glissement annuel à fin juin 2016 (après +3,9 % à fin décembre 2015) pour s'établir à 533,6 milliards de F CFP, soit son plus haut niveau depuis sept ans.

Les bons résultats de la collecte auprès des ménages perdurent (+2,4 % sur un an, après +1,8 % en décembre 2015), portés par la hausse notable des dépôts à vue (+7,0 %), des comptes sur livrets (+3,9 %) et des plans d'épargne logement (+11,0 %). Sur les trois dernières années, la progression soutenue des avoirs des particuliers (+8,1 % entre juin 2013 et juin 2016, soit +27 milliards de F CFP) laisse entrevoir un changement dans le comportement des ménages polynésiens, désormais plus enclins à constituer une épargne de précaution.

Les entreprises également enregistrent une progression continue de leurs avoirs (+3,3 % sur l'année, après 2,6 % en décembre 2015). L'augmentation sensible des dépôts à vue (+11,3 %) compense le retrait des dépôts à terme (-7,7 %).

Les actifs financiers des autres agents continuent de croître à un rythme soutenu (+15,0 % sur l'année, après +30,1 % en décembre 2015), aussi bien sur les dépôts à terme (+19,3 %) que sur les dépôts à vue (+10,2 %).

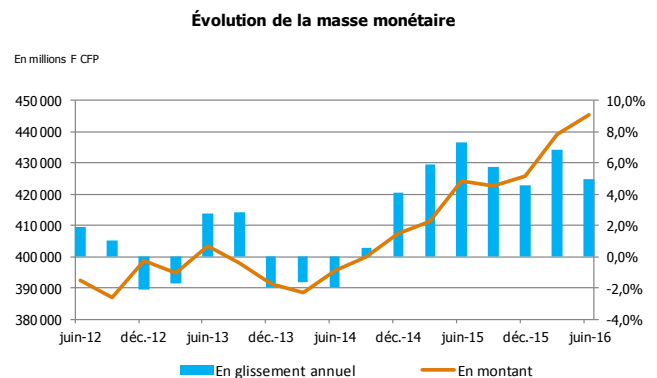


Amélioration du solde emplois-ressources des banques

Croissance continue de la masse monétaire

La masse monétaire M3 poursuit sa croissance à fin juin 2016 (+5,0 % en glissement annuel, après +4,6 % en décembre 2015), pour s'élever à 445 milliards de F CFP.

Cette évolution favorable est imputable à la hausse des dépôts à vue (+9,1 % en glissement annuel) et des comptes sur livrets (+4,6 %), ainsi que de la circulation fiduciaire (+8,0 %). En revanche, les dépôts à terme demeurent stables.

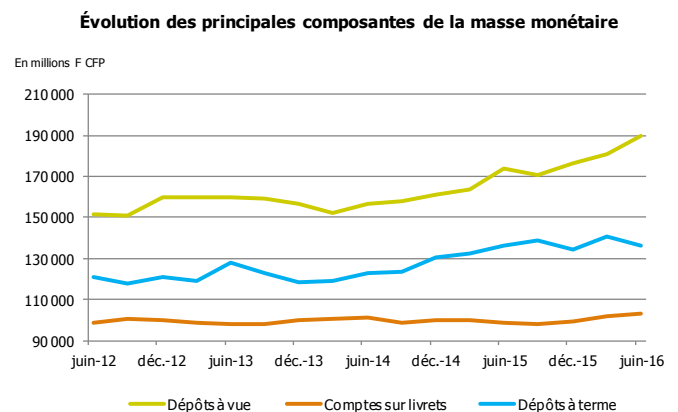
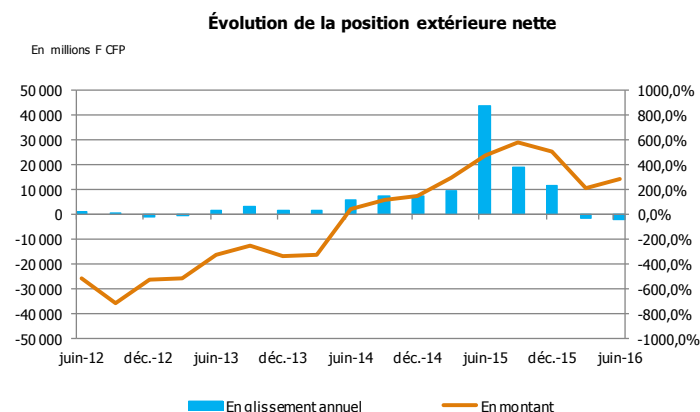


Repli de la position extérieure nette

À fin juin 2016, les ressources des établissements de crédit locaux atteignent 550 milliards de F CFP, en hausse de 3,9 % en glissement annuel (+3,8 % en décembre 2015). Essentiellement issues des dépôts collectés sur la place (80 % du total), elles sont complétées par les ressources propres des banques.

Le repli des crédits bruts (-3,5 % sur l'année) et l'augmentation des dépôts collectés (+5,3 %) se traduisent par une amélioration du solde emplois-ressources clientèle des banques locales à fin juin 2016 (-26,9 milliards de F CFP, après -54,3 milliards de F CFP en décembre 2015 et -66,1 milliards de F CFP à fin juin 2015).

Structurellement déficitaire jusqu'en mars 2014, la position extérieure nette (différence entre les avoirs des établissements de crédit locaux et leurs engagements situés hors de la zone d'émission) redevient positive, marquant une nette amélioration après les cinq années de crise traversées par la Polynésie française. Toutefois, après un pic de 29,2 milliards de F CFP en septembre 2015, elle s'inscrit en net recul, à +14,2 milliards de F CFP à fin juin 2016 contre +25,3 milliards de F CFP en décembre 2015 et +23,7 milliards de F CFP en juin 2015. Cette situation s'explique par l'arbitrage des banques de la place, qui ont choisi de ne pas placer l'intégralité de leur excédent de trésorerie hors zone d'émission.



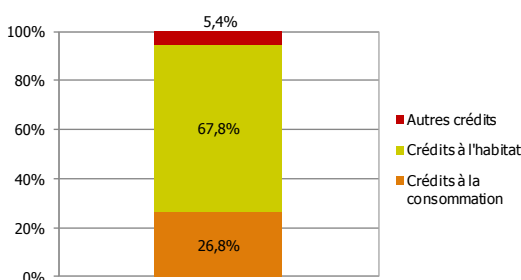
ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Parallèlement aux crédits à l'économie distribués par le système bancaire local, les agents économiques recourent à des financements auprès d'établissements situés hors du pays. La part de marché des établissements de crédit non installés localement représente 22,6 % des concours sains (+0,4 point sur l'année). Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils octroient 84 % de leurs crédits, tandis qu'ils interviennent à hauteur de 13 % auprès des ménages, essentiellement sur les crédits à l'habitat, et de 3 % auprès des entreprises.

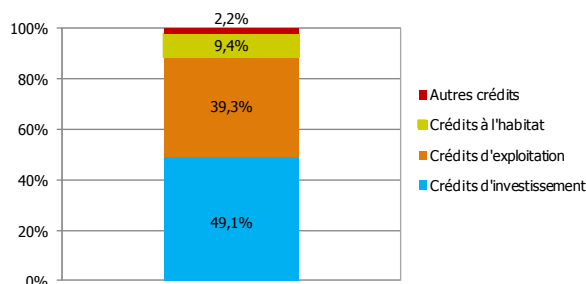
À fin juin 2016, l'encours brut global des crédits accordés aux agents économiques locaux par l'ensemble des établissements de crédit atteint 587 milliards de F CFP, en recul de 3,0 % sur l'année (après +1,0 % en décembre 2015).

Le recul de l'encours sain des crédits (-2,2 % en glissement annuel) est imputable aux entreprises (-9,7 %) et, dans une moindre mesure, aux collectivités locales (-4,0 %), alors que les ménages enregistrent une hausse de leur encours de crédit (+1,8 %).

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	15 051	14 771	13 175	13 635	13 754	14 262	14 053	14 724	3,2%	8,0%
<i>Billets</i>	<i>12 954</i>	<i>12 618</i>	<i>10 973</i>	<i>11 397</i>	<i>11 517</i>	<i>11 980</i>	<i>11 766</i>	<i>12 426</i>	3,7%	9,0%
<i>Pièces</i>	<i>2 097</i>	<i>2 153</i>	<i>2 202</i>	<i>2 237</i>	<i>2 237</i>	<i>2 282</i>	<i>2 287</i>	<i>2 298</i>	0,7%	2,7%
Dépôts à vue	151 811	159 537	156 333	173 919	170 364	176 658	180 622	189 782	7,4%	9,1%
TOTAL M1	166 861	174 308	169 508	187 554	184 118	190 920	194 675	204 506	7,1%	9,0%
M2-M1	99 126	98 764	101 532	99 283	98 514	99 524	102 538	103 803	4,3%	4,6%
Comptes sur livrets	98 774	98 341	101 132	98 882	98 127	99 132	102 140	103 395	4,3%	4,6%
Comptes épargne logement	351	423	400	402	387	391	398	408	4,3%	1,7%
TOTAL M2	265 987	273 072	271 040	286 837	282 633	290 444	297 213	308 309	6,2%	7,5%
M3-M2	126 382	130 181	124 303	137 361	140 078	135 281	141 814	136 912	1,2%	-0,3%
Dépôts à terme	121 197	128 194	122 643	136 011	138 838	134 232	140 791	135 986	1,3%	0,0%
Titres de créance négociables	3 130	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	2 055	1 988	1 660	1 349	1 240	1 049	1 023	926	-11,7%	-31,4%
TOTAL M3	392 370	403 253	395 342	424 198	422 710	425 724	439 026	445 221	4,6%	5,0%
P1	16 288	17 158	18 165	19 584	20 049	20 432	21 555	21 730	6,4%	11,0%
Plans d'épargne logement	16 288	17 158	18 165	19 584	20 049	20 432	21 555	21 730	6,4%	11,0%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
M3+P1	408 658	420 411	413 508	443 782	442 760	446 156	460 582	466 951	4,7%	5,2%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Avoirs hors zone d'émission	116 228	116 977	124 944	158 086	162 500	145 621	142 185	143 942	-1,2%	-8,9%
Institut d'émission	30 069	42 245	32 232	47 729	47 729	39 466	53 526	56 903	44,2%	19,2%
Etablissements de crédit	86 159	74 732	92 712	110 357	114 771	106 155	88 658	87 038	-18,0%	-21,1%
Créances du Trésor public	5 633	5 137	4 650	5 502	4 520	5 434	6 007	5 230	-3,8%	-4,9%
Concours sur ressources monétaires	270 509	281 139	265 749	260 610	255 690	274 669	290 835	296 049	7,8%	13,6%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	484 695	478 534	477 823	484 249	474 559	473 600	476 272	467 305	-1,3%	-3,5%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	214 186	197 395	212 074	223 640	218 869	198 931	185 438	171 256	-13,9%	-23,4%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>44 066</i>	<i>45 754</i>	<i>49 141</i>	<i>51 397</i>	<i>51 251</i>	<i>49 723</i>	<i>49 175</i>	<i>49 721</i>	0,0%	-3,3%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>30 002</i>	<i>33 299</i>	<i>37 541</i>	<i>38 735</i>	<i>35 160</i>	<i>35 891</i>	<i>36 028</i>	<i>35 960</i>	0,2%	-7,2%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>111 881</i>	<i>90 940</i>	<i>90 278</i>	<i>86 590</i>	<i>85 551</i>	<i>80 817</i>	<i>78 061</i>	<i>72 818</i>	-9,9%	-15,9%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>16 288</i>	<i>17 158</i>	<i>18 165</i>	<i>19 584</i>	<i>20 049</i>	<i>20 432</i>	<i>21 555</i>	<i>21 730</i>	6,4%	11,0%
<i>Divers</i>	<i>11 949</i>	<i>10 245</i>	<i>16 949</i>	<i>27 332</i>	<i>26 857</i>	<i>12 069</i>	<i>618</i>	<i>-8 973</i>	-174,3%	-132,8%
Total M3	392 370	403 253	395 342	424 198	422 710	425 724	439 026	445 221	4,6%	5,0%
Position extérieure nette	-25 722	-16 208	2 434	23 766	29 219	25 338	10 597	14 220	-43,9%	-40,2%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Emplois	498 437	495 444	494 691	529 332	527 926	525 983	541 736	550 213	4,6%	3,9%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	484 695	478 534	477 823	484 249	474 559	473 600	476 272	467 305	-1,3%	-3,5%
Réserves obligatoires et libres	13 742	16 910	14 434	21 317	24 147	27 044	54 866	68 688	154,0%	222,2%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	2 434	23 766	29 219	25 338	10 597	14 220	-43,9%	-40,2%
Ressources	498 437	495 444	494 691	529 332	527 926	525 983	541 736	550 213	4,6%	3,9%
Dépôts collectés (- encaisses)	381 930	394 471	389 288	418 148	418 108	419 309	433 776	440 398	5,0%	5,3%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	74 068	79 053	86 682	90 133	86 411	85 614	85 203	85 681	0,1%	-4,9%
Excédent des opérations diverses des EC	14 367	2 232	15 099	17 568	19 773	17 281	18 883	19 958	15,5%	13,6%
Réescompte	2 349	3 481	3 622	3 483	3 634	3 778	3 874	4 177	10,6%	19,9%
Position extérieure nette des EC (si négative)	25 722	16 208	0	0	0	0	0	0		
Solde Emplois-Ressources Clientèle (déficit)	102 765	84 063	88 535	66 101	56 451	54 291	42 496	26 907	-50,4%	-59,3%

Les concours des établissements locaux

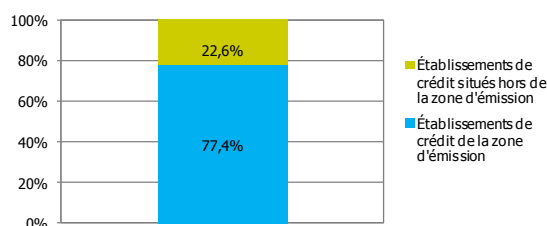
	En millions de F CFP								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	88 132,3	78 378,2	67 267,5	66 970,0	60 555,8	58 812,9	61 604,7	56 300,8	-4,3%	-15,9%
<i>Créances commerciales</i>	2 633,6	2 123,6	1 725,9	2 298,9	2 081,5	2 094,3	1 693,6	1 843,8	-12,0%	-19,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	46 516,4	38 169,4	32 511,0	32 522,4	29 241,0	28 846,6	31 530,9	25 982,8	-9,9%	-20,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3 336,2	3 655,4	3 575,0	2 986,9	3 286,6	2 909,6	2 830,5	2 899,4	-0,3%	-2,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	38 982,2	38 085,2	33 030,6	32 148,8	29 233,3	27 872,0	28 380,2	28 474,2	2,2%	-11,4%
Crédits d'investissement	56 979,0	57 043,7	63 564,4	68 471,1	67 373,9	69 252,1	69 211,7	65 856,3	-4,9%	-3,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	56 187,1	56 132,2	62 802,3	67 254,0	66 170,2	67 875,3	67 802,1	64 437,5	-5,1%	-4,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 573,7	4 416,0	4 248,0	4 696,7	4 508,8	4 716,8	4 608,8	4 455,4	-5,5%	-5,1%
<i>Crédit-bail</i>	791,9	911,5	762,1	1 217,1	1 203,7	1 376,8	1 409,6	1 418,7	3,0%	16,6%
Crédits à l'habitat	17 332,4	16 853,8	14 821,6	14 018,9	13 831,0	13 910,7	14 002,6	13 533,8	-2,7%	-3,5%
Autres crédits	9 407,8	6 806,0	5 135,4	4 796,7	4 671,5	3 258,5	3 208,3	3 141,1	-3,6%	-34,5%
Encours sain	171 851,4	159 081,6	150 788,9	154 256,7	146 432,2	145 234,1	148 027,3	138 831,9	-4,4%	-10,0%
Ménages										
Crédits à la consommation	82 743,1	81 812,1	78 427,9	72 026,7	71 755,3	71 209,5	69 525,7	68 550,3	-3,7%	-4,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	77 414,2	77 043,8	73 565,7	67 724,2	67 440,0	67 082,9	65 434,8	64 831,1	-3,4%	-4,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 601,7	3 150,4	2 981,9	2 848,6	2 791,8	2 735,3	2 727,8	2 413,3	-11,8%	-15,3%
<i>Crédit-bail</i>	1 727,2	1 617,9	1 880,3	1 453,9	1 523,5	1 391,3	1 363,1	1 305,9	-6,1%	-10,2%
Crédits à l'habitat	143 539,3	146 242,4	150 850,6	155 307,4	156 137,5	158 309,0	158 541,7	159 545,9	0,8%	2,7%
Autres crédits	7 190,0	7 210,9	10 134,3	13 285,5	13 717,2	14 032,1	14 524,4	14 804,0	5,5%	11,4%
Encours sain	233 472,5	235 265,4	239 412,8	240 619,6	241 610,0	243 550,6	242 591,8	242 900,1	-0,3%	0,9%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	961,0	4 731,4	5 793,9	5 222,8	7 120,8	6 118,8	6 146,0	5 980,0	-2,3%	14,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	960,9	4 731,4	5 793,8	5 222,8	5 121,0	6 115,9	6 146,0	5 980,0	-2,2%	14,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	0,1	0,0	1 999,8	2,9	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	8 002,4	7 411,8	6 480,4	7 942,3	7 405,2	7 124,7	8 094,5	7 974,3	11,9%	0,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	8 002,4	7 407,5	6 480,4	7 938,1	7 401,0	7 116,8	8 081,7	7 962,3	11,9%	0,3%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	4,4	0,0	4,2	4,3	7,9	12,8	12,0	51,1%	186,5%
Crédits à l'habitat	321,3	294,6	267,8	241,5	240,2	228,7	227,3	215,8	-5,6%	-10,7%
Autres crédits	199,4	355,5	314,0	282,6	278,4	278,4	250,9	250,9	-9,9%	-11,2%
Encours sain	9 484,1	12 793,4	12 856,1	13 689,3	15 044,7	13 750,5	14 718,7	14 421,0	4,9%	5,3%
Autres agents										
Encours sain	10 384,8	10 880,6	11 358,5	12 681,4	12 667,3	13 088,0	13 471,5	13 806,3	5,5%	8,9%
TOTAL										
Encours sain	425 192,9	418 021,1	414 416,4	421 247,0	415 754,2	415 623,2	418 809,2	409 959,3	-1,4%	-2,7%
Créances douteuses brutes	59 520,4	60 529,4	63 428,3	63 493,1	58 818,3	58 010,7	57 475,3	57 358,0	-1,1%	-9,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	29 518,3	27 230,7	25 887,5	24 757,6	23 658,8	22 120,1	21 447,4	21 398,3	-3,3%	-13,6%
<i>(dt) Entreprises</i>	21 395,3	19 372,7	17 853,5	16 241,3	16 039,1	16 166,6	15 327,1	15 510,7	-4,1%	-4,5%
<i>(dt) Ménages</i>	8 079,3	7 824,8	7 979,3	7 534,5	7 592,1	5 884,6	6 052,7	5 860,5	-0,4%	-22,2%
<i>Provisions</i>	30 002,1	33 298,7	37 540,8	38 735,5	35 159,6	35 890,7	36 027,9	35 959,6	0,2%	-7,2%
Encours brut total	484 713,2	478 550,4	477 844,7	484 740,1	474 572,6	473 634,0	476 284,5	467 317,3	-1,3%	-3,6%
<i>Taux de créances douteuses</i>	12,3%	12,6%	13,3%	13,1%	12,4%	12,2%	12,1%	12,3%	0,0 pt	-0,8 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	50,4%	55,0%	59,2%	61,0%	59,8%	61,9%	62,7%	62,7%	0,8 pt	1,7 pt

Les crédits à l'économie

Ensemble des établissements de crédit

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	88 370,3	78 746,9	67 588,2	67 261,2	60 877,2	59 151,3	62 085,6	56 684,3	-4,2%	-15,7%
<i>Créances commerciales</i>	2 744,1	2 228,4	1 837,6	2 397,8	2 177,2	2 163,1	1 761,7	1 911,1	-11,6%	-20,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	46 516,8	38 169,6	32 511,5	32 522,8	29 277,6	28 929,9	31 641,9	26 094,3	-9,8%	-19,8%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	3 336,2	3 655,4	3 575,0	2 986,9	3 286,6	2 909,6	2 830,5	2 899,4	-0,3%	-2,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	39 109,4	38 348,9	33 239,2	32 340,6	29 422,4	28 058,3	28 682,0	28 678,9	2,2%	-11,3%
Crédits d'investissement	66 887,4	64 835,9	68 129,5	73 455,8	72 292,3	74 035,7	73 958,7	70 727,6	-4,5%	-3,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	65 830,4	63 682,9	67 143,5	72 029,7	70 884,8	72 460,3	72 352,4	69 120,0	-4,6%	-4,0%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	4 573,7	4 416,0	4 248,0	4 696,7	4 508,8	4 716,8	4 608,8	4 455,4	-5,5%	-5,1%
<i>Crédit-bail</i>	1 057,0	1 153,0	986,0	1 426,1	1 407,6	1 575,4	1 606,3	1 607,6	2,0%	12,7%
Crédits à l'habitat	18 195,3	17 705,7	15 662,2	14 018,9	13 831,0	13 910,7	14 002,6	13 533,8	-2,7%	-3,5%
Autres crédits	9 407,8	6 806,0	5 135,4	4 796,7	4 671,5	3 258,5	3 208,3	3 141,1	-3,6%	-34,5%
Encours sain	182 860,8	168 094,4	156 515,3	159 532,6	151 672,1	150 356,1	153 255,1	144 086,8	-4,2%	-9,7%
Ménages										
Crédits à la consommation	88 393,8	87 741,7	84 496,1	78 480,1	78 390,4	77 765,4	76 022,0	75 125,8	-3,4%	-4,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	83 062,9	82 971,8	79 630,9	74 171,0	74 068,6	73 632,2	71 921,7	71 397,5	-3,0%	-3,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 601,7	3 150,4	2 981,9	2 848,8	2 791,8	2 735,4	2 727,8	2 413,3	-11,8%	-15,3%
<i>Crédit-bail</i>	1 729,2	1 619,5	1 883,3	1 460,4	1 529,9	1 397,7	1 372,5	1 315,1	-5,9%	-9,9%
Crédits à l'habitat	172 779,1	175 274,3	178 795,8	183 193,9	184 397,1	188 554,9	188 859,2	189 808,5	0,7%	3,6%
Autres crédits	7 190,0	7 275,8	10 357,7	13 551,0	13 979,7	14 458,6	14 930,1	15 193,0	5,1%	12,1%
Encours sain	268 362,9	270 291,7	273 649,5	275 225,0	276 767,1	280 778,9	279 811,3	280 127,3	-0,2%	1,8%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	961,0	4 731,4	5 793,9	5 222,8	7 120,8	6 118,8	6 146,0	5 980,0	-2,3%	14,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	960,9	4 731,4	5 793,8	5 222,8	5 121,0	6 115,9	6 146,0	5 980,0	-2,2%	14,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	0,1	0,0	1 999,8	2,9	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	92 826,3	87 247,9	83 396,6	87 370,2	85 478,0	84 454,3	84 906,4	83 045,3	-1,7%	-5,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	92 826,3	87 243,5	83 396,6	87 360,9	85 468,8	84 441,7	84 889,2	83 029,2	-1,7%	-5,0%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	4,4	0,0	9,3	9,1	12,6	17,2	16,2	28,4%	73,6%
Crédits à l'habitat	1 196,6	1 073,4	947,5	819,5	818,2	754,7	753,4	689,2	-8,7%	-15,9%
Autres crédits	266,0	355,5	314,0	282,6	278,4	278,4	250,9	250,9	-9,9%	-11,2%
Encours sain	95 249,9	93 408,2	90 452,0	93 695,2	93 695,4	91 606,2	92 056,7	89 965,4	-1,8%	-4,0%
Autres agents										
Encours sain	10 578,7	11 056,3	11 522,7	12 837,6	13 038,5	13 234,2	13 834,4	15 259,8	15,3%	18,9%
TOTAL										
Encours sain	557 052,3	542 850,7	532 139,6	541 290,4	535 173,1	535 975,4	538 957,5	529 439,3	-1,2%	-2,2%
dont ECHZE	131 859,4	124 829,6	117 723,2	120 043,3	119 418,8	120 352,2	120 148,3	119 480,0	-0,7%	-0,5%
Créances douteuses brutes	60 789,0	61 464,3	64 294,9	64 248,8	59 587,1	58 904,3	58 273,2	58 058,9	-1,4%	-9,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	30 574,7	27 958,4	26 551,6	25 359,2	24 257,7	22 853,2	22 086,3	21 962,3	-3,9%	-13,4%
(dt) <i>Entreprises</i>	21 506,0	19 673,5	17 883,3	16 275,8	16 039,7	16 167,2	15 327,7	15 511,1	-4,1%	-4,7%
(dt) <i>Ménages</i>	8 396,5	8 251,7	8 613,6	8 101,7	8 190,5	6 617,2	6 691,1	6 424,1	-2,9%	-20,7%
<i>Provisions</i>	30 214,3	33 505,9	37 743,3	38 889,6	35 329,4	36 051,1	36 186,8	36 096,6	0,1%	-7,2%
Encours brut total	617 841,3	604 315,0	596 434,4	605 539,2	594 760,2	594 879,6	597 230,7	587 498,2	-1,2%	-3,0%
Taux de créances douteuses	9,8%	10,2%	10,8%	10,6%	10,0%	9,9%	9,8%	9,9%	0,0 pt	-0,7 pt
Taux de provisionnement	49,7%	54,5%	58,7%	60,5%	59,3%	61,2%	62,1%	62,2%	1,0 pt	1,6 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : C. PERIOU
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : Septembre 2016